**Compte rendu de l’exposé de Pivert sur le réarmement allemand**

**La Vie des cercles**

*19 décembre 1955*

**Cercle Zimmerwald**

La réunion du 19 décembre sur les accords de Londres et de Paris

Une bonne trentaine de camarades s’étaient assemblés ce dimanche pour discuter la position du mouvement ouvrier vis-à-vis des accords diplomatiques dont le sort est aujourd’hui connu. Après un salut à deux camarades disparus: Victor Delagarde et Louis Caput, la parole est donnée à Marceau Pivert, chargé de l’exposé.

**L’exposé de Marceau Pivert**

**Son propos sera limité à la clause relative au réarmement de l’Allemagne.**

Pivert marque la distance parcourue depuis 1944, année où fut signé le traité franco-soviétique. En présence des zigzags sensationnels de la diplomatie, quelle est l’attitude du mouvement ouvrier ? Existe-t-il un mouvement ouvrier international capable de résister à la course aux armements, c’est-à-dire, une fois encore, à la guerre ? La position des staliniens n’a rien de commun avec une position ouvrière internationaliste. Ils ont applaudi à la guerre de Corée, ainsi qu’à l’utilisation des von Paulus dans le bloc militaire oriental, mais, dans le même temps, ils combattent avec ardeur la remilitarisation de l’Allemagne occidentale !

La position américaine 100 % de Le Bourre, secrétaire de la CGT-FO, collaborateur du *«  Figaro »,* constitue une image symétrique de celle qu’offrent les staliniens : à chacun son bloc militariste. Et ce sera toujours *« l’autre »* qui aura provoqué…

Ces deux positions, aussi fausses l’une que l’autre, n’ont rien de commun avec la nécessaire solidarité des exploités et des opprimés de tous les pays.

L’attitude des militants émigrés peut se comprendre : à Berlin comme à Prague, il est possible que l’on désespère au point de ne plus voir d’autre moyen que les armées pour se débarrasser de la tyrannie. Mais c’est une illusion contre laquelle le mouvement ouvrier devrait réagir. Car cette attitude signifie très exactement que l’on n’a plus confiance en sa propre classe.

Mais une politique internationale autonome de la classe ouvrière est-elle possible?

Marceau passe en revue les décisions des principales organisations socialistes et syndicales. La S.F.I.O. votera pour les accords, avec résignation, en invoquant des arguments parlementaires et nationaux: *« Le vide tragique qui résulterait d’un nouveau refus du Parlement… »; « Ratifier pour négocier… »; « … C’est l’indépendance de la France qui compte par-dessus tout… ».* Un tel langage n’a rien de commun avec la politique de classe. Cependant, la minorité socialiste parle tout autrement : elle demande une solidarité étroite avec la classe ouvrière allemande et l’ajournement de toute remilitarisation tant que des négociations pour la réunification de l’Allemagne et le retour à la sécurité collective n’auront pas été obtenues.

C’est aussi la position de la moitié des travailleurs britanniques qui, puissamment organisés dans leurs syndicats, leurs coopératives et leurs sections travaillistes, résistent à leurs dirigeants depuis 1950 et ont repoussé le réarmement de l’Allemagne avec une telle vigueur que leur groupe parlementaire a dû s’abstenir!

Enfin les travailleurs que la question intéresse au premier chef, les travailleurs de l’Allemagne de l’Ouest, sont hostiles. Parti, syndicats, Jeunesse, ils revendiquent avant tout la réunification de leur pays par des élections libres, donc un accord, et, pour commencer, des négociations entre les quatre Grands. Ils appellent la solidarité des travailleurs de tous les pays contre les prétentions des deux blocs, dont chacun entend réarmer la partie du territoire qu’il occupe et l’intégrer dans son système stratégique.

Les minorités, ou de petites organisations comme l’Independent Labor Party, qui se réclament de l’internationalisme prolétarien, sont naturellement d’accord avec cette résistance, qui commande sans doute la perspective.

Après avoir évoqué la position de la C.G.T.-F.O., celle des syndicats américains, de la fédération autonome de l’enseignement, des pacifistes, etc., Marceau Pivert propose quelques conclusions:

1° Rester fidèles aux enseignements de Zimmerwald

2° Ne pas se laisser détourner de cette voie par les arguments de toujours : à savoir que, derrière le rideau de fer, personne ne répond. C’est en sous-estimant ainsi les forces de classe en Allemagne nazie qu’on a finalement contribué, avant la guerre, à la démoralisation de milliers de militants révolutionnaires restés en Allemagne. Une politique de classe en Europe et dans le monde trouvera ses alliés en Russie comme partout ;

3° Dénoncer la politique stalinienne d’agression en Corée et de militarisation générale qui est à l’origine de la guerre froide et fait peser des charges écrasantes sur les travailleurs du monde;

4° Dénoncer en même temps l’hypocrisie des militaristes de l’Occident, invoquant la sécurité, ne songent en fait qu’à la sécurité de leurs dividendes. La sécurité des classes laborieuses ne peut leur être apportée de l’extérieur; elles doivent la conquérir par leurs méthodes, par la lutte de classe en poursuivant leurs objectifs propres. Or la militarisation accumule de nouveaux obstacles sur cette voie ;

5° Dénoncer parallèlement la coalition ignoble que réalise le dispositif actuel des alliances avec les forces les plus férocement réactionnaires: fascistes, franquistes, pétainistes, qui se trouvent maintenant réhabilitées et décorées (Ridgway décorant Muñoz Grandes);

6° Mettre en garde contre la division et donc l’impuissance catastrophique du prolétariat international, à partir du moment où chaque fraction, dans chaque pays, se résigne à la militarisation et à l’intégration dans un bloc ou dans l’autre.

Même au point de vue idéologique, comme l’ont admirablement vu nos camarades socialistes d’Asie (1), se laisser entraîner dans le dispositif militaire à l’Est ou à l’Ouest, c’est contribuer à son propre asservissement;

7° la stupidité des dirigeants occidentaux, qui ne trouvent que la militarisation pour faire face à la manœuvre stalinienne, laisse à la Russie les mains libres pour conquérir de nouvelles masses populaires et même sur le plan diplomatique lui fournit des atouts en direction de l’unité allemande. Il faut donc de toute urgence faire surgir une Troisième Force internationale, celle du prolétariat solidaire des travailleurs allemands. Ceux-ci se battent à l’Est pour les libertés et à l’Ouest contre la militarisation. Nos organisations doivent se porter sur ce terrain de combat, sur cette ligne de classe. Les votes des parlements peuvent être annulés si la classe ouvrière allemande se bat pour le désarmement général. Les prétentions colonialistes des Russes devront reculer si l’ensemble des organisations libres exige la législation des organisations ouvrières socialistes et syndicales en Allemagne orientale. Là se trouvent nos objectifs immédiats dans un combat international sur les deux fronts.

La discussion

Après Marceau Pivert, dont l’exposé dura plus d’une heure, la parole est donnée à ceux qui la demandent.

**Note:**

(1) Article de Madhu Limaye, dans le no 47 (déc. 54) de la *« Correspondance socialiste internationale »* (247. rue de Vaugirard, Paris)